

(Source : [Radio-Canada](#))

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, affirme que les Palestiniens doivent s'attendre à des « conséquences dures et graves » s'ils vont de l'avant avec leur demande d'adhésion à l'ONU, une perspective qui apparaît inévitable.



Photo: AFP/URIEL SINAI Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman (archives)

« Ce que je peux dire avec la plus totale certitude, c'est qu'à partir du moment où ils font passer une décision unilatérale, il y aura des conséquences dures et graves », a affirmé M. Lieberman lors d'un discours prononcé dans le sud d'Israël.

« Le moment n'est pas venu de donner des détails sur ce qui se passera », a précisé le ministre ultranationaliste, tout en assurant que ces propos ne constituaient pas une « menace ».

Commentaire :

De futures « conséquences dures et graves » qui ne sont pas des menaces. La guerre, c'est pour la paix. L'ignorance est force.

« J'espère que nous n'arriverons pas à ces conséquences dures et graves et que le bon sens l'emportera dans toutes les décisions qui seront prises afin de parvenir à un modus vivendi

permettant de coexister et de faire avancer les négociations », a-t-il ajouté.

M. Lieberman rencontrait mercredi la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, qui s'est aussi entretenue dans la matinée avec le premier ministre Benyamin Nétanyahou et le ministre de la Défense Ehoud Barak.

Lors d'un précédent entretien avec Mme Ashton le 17 juin, M. Lieberman avait menacé d'annuler tous les accords conclus depuis 18 ans avec les Palestiniens s'ils demandaient l'adhésion d'un État de Palestine à l'ONU.

Cette demande sera formellement présentée la semaine prochaine par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

M. Nétanyahou n'a pas encore décidé s'il se rendrait au siège de l'ONU pour défendre la position israélienne.

Une demande fondée sur les frontières de 1967

Tout comme Israël, les États-Unis s'opposent à la démarche palestinienne en soutenant que la reconnaissance de la Palestine passe par une solution négociée avec Tel-Aviv.

Washington tente toujours de dissuader les Palestiniens d'aller de l'avant. Deux représentants américains, David Hale et Dennis Ross, sont dans la région mercredi afin d'y aller d'une énième tentative ne ce sens.

Mahmoud Abbas a déclaré au quotidien jordanien gouvernemental *Al-Raï* dimanche que les États-Unis ont menacé de « suspendre une aide annuelle de 470 millions de dollars » si la demande d'adhésion à l'ONU va de l'avant.

Un haut responsable du Fatah - le parti dont est issu M. Abbas -, Mohammed Shtayyeh, a précisé à Al-Jazira mercredi que la demande de reconnaissance de l'État palestinien, sur la base des frontières de 1967, sera d'abord présentée au Conseil de sécurité.

Commentaire :

Demande qui, de toute façon, ne sera pas acceptée puisque notre ami Barak a déjà annoncé que les États-Unis [utiliseraient leur droit de veto pour la refuser](#). Les dés sont truqués, les opprimés demeureront opprimés, les riches, riches et les pauvres, pauvres. [Tout le monde le sait](#).

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[Show électoral aux États-Unis](#)



[Israël : Shimon Peres appelle \[encore\] à une reprise des négociations de paix](#)



[La laïcité : « Quand c'est catholique ça va, quand c'est l'islam ça va pas »](#)

Demande palestinienne d'adhésion à l'ONU : Israël menace de « conséquences dures et graves »



Les É.-U. veulent aider les Palestiniens à obtenir un État, mais pas via l'ONU